**AVENANT A L'ANNEXE III, TITRE II, D) ARTICLE 5, d)
DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE L'EDITION**

**ACCORD RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UN FONDS DE PREVOYANCE
POUR LES RETRAITES DE L'ENCADREMENT DE L'EDITION**

PREAMBULE

Ce présent accord complète les dispositions de l'article 5, d) de l'annexe III, titre II, D) de la Convention Collective Nationale de l'Edition.

Les parties signataires du présent accord sont convenues de mettre en place un fonds social au profit des retraités anciens cadres, agents de maîtrise et techniciens de l'Edition ainsi que des employés dont le salaire est supérieur à 115 pour cent du plafond annuel moyen de la Sécurité sociale.

Ce fonds social permettra à la Commission paritaire du fonds de prévoyance de l'Edition de mener une action spécifique en faveur de l'encadrement, notamment via une allocation dépendance.

Il sera alimenté par les cotisations prévues à l'article 2 ainsi que par une dotation initiale prélevée sur la réserve du fonds de prévoyance de l'Edition.

ARTICLE 1 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION DEPENDANCE

Les retraités de l'Edition, anciens cadres, agents de maîtrise, techniciens et employés dont le salaire est supérieur à 115 pour cent du plafond annuel moyen de la Sécurité sociale, répondant aux conditions suivantes, peuvent bénéficier d'une allocation dépendance :

- être reconnu comme étant dans un état d'incapacité permanente entraînant la perte de leur autonomie pour effectuer les actes élémentaires de la vie quotidienne ;
- disposer de ressources insuffisantes pour assumer les frais d'hébergement dans un établissement spécialisé ou rémunérer les tierces personnes nécessaires s'il y a maintien à domicile.

Chaque demande d'intervention fera l'objet d'un examen particulier par la Commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition. Le dossier présenté devra comprendre les pièces médicales justificatives de la perte d'autonomie ainsi que tous les documents nécessaires à l'évaluation des ressources et charges de l'ancien salarié.

ARTICLE 2 – COTISATIONS

Le taux de cotisation contractuel est fixé comme suit au 1^{er} janvier 2004 :

0, 25 % sur le salaire tranche A et B des appointements, répartis comme suit :

- part salariale : 0, 125 %
- part employeur : 0, 125 %

Le taux d'appel des cotisations est fixé par la Commission paritaire du fonds de prévoyance de l'Édition.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS GARANTIES

Les retraités anciens cadres, agents de maîtrise, techniciens et employés dont le salaire est supérieur à 115 pour cent du plafond annuel moyen de la Sécurité sociale, qui ont cotisé en cette qualité pendant une partie de leur carrière, peuvent bénéficier d'une allocation dépendance dont l'attribution et le montant sont décidés par la commission paritaire du fonds de prévoyance de l'édition.

Le montant maximum de cette allocation est fixé par la Commission Paritaire du Fonds de Prévoyance de l'Édition.

La commission peut également mener toute action sociale utile en faveur d'un retraité au sens du présent accord.

Fait à Paris le 6 janvier 2004

LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ÉDITION

LA FEDERATION DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION (CFE-CGC)

LE SYNDICAT NATIONAL L'ÉDITION, DE LA LIBRAIRIE
ET DE LA DISTRIBUTION (CFE-CGC)

LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES
INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA
COMMUNICATION (FILPAC-CGT)

L'UNION FEDERALE DES INGENIEURS, CADRES
ET TECHNICIENS DU LIVRE ET DE LA
COMMUNICATION (CGT)

LA FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES
(CGT-FO)

LE SYNDICAT NATIONAL DE PRESSE, D'EDITION ET DE
PUBLICITE (FO)

LA FEDERATION CULTURE ET COMMUNICATION
(CFDT)

LE SYNDICAT NATIONAL LIVRE-EDITION
(CFDT)

LA FEDERATION FRANCAISE DES SYNDICATS
DE LA COMMUNICATION ECRITE, GRAPHIQUE
ET AUDIOVISUELLE (CFTC)

LE SYNDICAT NATIONAL DU PERSONNEL DE
L'EDITION, DE LA LIBRAIRIE ET DES ACTIVITES
CONNEXES (CFTC)

ANNEXE

La Commission paritaire du fonds de prévoyance de l'Édition a décidé pour 2004 les mesures suivantes :

1) Taux d'appel des cotisations pour l'encadrement : 20 %

De ce fait, la cotisation appelée ressort comme suit :

- Part salariale : 0,025 %
- Par employeur : 0,025 %

2) Plafond de l'allocation mensuelle de dépendance de l'encadrement : 150 €